

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 CHÂTEAURoux

Châteauroux, le 03/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERE DE CLUIS**

Les Béjaudes  
36340 Mouhers

Références : VI 01/08/23- CARRIERE CLUIS  
Code AIOT : 0010002808

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement CARRIERE DE CLUIS implanté Les Béjaudes - La Bouige - La Grange 36340 Mouhers. L'inspection a été annoncée le 24/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite d'inspection d'un établissement P1.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE DE CLUIS
- Les Béjaudes - La Bouige - La Grange 36340 Mouhers
- Code AIOT : 0010002808
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de leptynite et d'amphibolite avec une production maximale autorisée de 800 000 tonnes/an sur les communes de Mouhers et Cluis.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de la visite d'inspection du 20/01/2022
- situation administratives
- bilan annuel d'exploitation
- sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.1.2.4	/	Sans objet
7	Extraction	Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.4.4.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Impacts sur le milieu naturel Mesures de réduction de l'impact	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.2	/	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.7.1	/	Sans objet
4	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 9.4.1	/	Sans objet
5	Quantités autorisées	Arrêté Préfectoral du 03/12/2016, article 1.2.4	/	Sans objet
6	Extraction	Arrêté Préfectoral du 04/12/2016, article 2.4.4.1	/	Sans objet
8	Prélèvements/ consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 4.1.2	/	Sans objet
9	déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 5.1	/	Sans objet
10	déchets	Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 5.1	/	Sans objet
11	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 08/12/2016, article 6.3.1	/	Sans objet
12	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 08/12/2016, article 6.3.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats sont modérés et sans grands enjeux, l'établissement est plutôt bien géré.  
Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Impacts sur le milieu naturel Mesures de réduction de l'impact

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 2.1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, biodiversité- reproduction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Mesures de réduction de l'impact: Les 6 mesures de réduction de l'impact sur l'environnement suivantes sont mises en place durant l'exploitation : • (7) protection des haies périphériques : afin d'éviter toute dégradation des haies conservées en limite d'emprise, aucun dépôt de matériaux (stockage de matériaux stériles, merlon, piste, ...) n'est effectué à moins de 2 mètres du pied de la haie et à moins de 10 mètres du pied côté nord de la double haie (cf. mesure d'évitement (3) ci-dessus) ; • (8) coupe des arbres et des buissons en dehors de la période de nidification des oiseaux et d'élevage des jeunes (de début mars à fin juillet) ; • (9) réalisation des travaux de décapage en dehors de la période de nidification des oiseaux et d'élevage des jeunes (de début mars à fin juillet) ; • (10) gestion des anciens fronts abritant le Grand-duc d'Europe : afin de limiter le dérangement de cette espèce durant sa période de reproduction, le déversement de matériaux stériles à l'ouest des fronts occupés par le Grand-duc et l'exploitation des fronts situés à l'est, ne sont effectués que de début juin à fin janvier (cf. mesure d'évitement (5) ci-dessus) ; • (11) arrosage de la piste en bordure de la ripisylve : afin de limiter l'empoussièrisme de la ripisylve, un arrosage régulier de la piste située en bordure et de la piste contiguë (piste d'accès pour le déversement des matériaux stériles) est réalisé en période sèche (cf. mesure d'évitement (4) ci-dessus) ; • (12) éradication de la Renouée du Japon : l'exploitant prend les mesures nécessaires visant à éviter l'expansion de cette espèce invasive sur les terrains remaniés, voire à éradiquer les stations présentes dans l'emprise du site.</p>
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<p><b>Observations :</b> L'exploitant a répondu aux demandes de l'inspection des installations classées le 24/03/22, suite aux constats de la précédente inspection. Le rapport concernant la protection du Grand Duc d'Europe a été transmis le 01/12/22, l'exploitant a défini en collaboration avec Indre Nature une zone sur laquelle l'exploitation sera réalisée exclusivement de juin à janvier afin de limiter le dérangement du Grand Duc durant sa période de reproduction. Concernant la prolifération de la Renouée du Japon, qui prolifère aux abords de l'établissement et sur les parcelles avoisinantes, l'exploitant a réalisé une étude en février 2022. La conclusion de l'écologue est "impact réduit et stable", et préconise de ne pas y toucher et mettre en place une surveillance. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les 2 rapports cités et consultés sur place.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Impacts sur le milieu naturel Mesures d'accompagnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/12/2016, article 2.1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, restauration ancienne plateforme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures d'accompagnement: L'exploitant met en place les mesures d'accompagnement suivantes : [...]• . création d'une mare d'environ 500 m <sup>2</sup> à proximité de la zone humide et du boisement dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté ; • (16) Gestion écologique des prairies situées au nord-ouest (mesure d'évitement (2) ci-dessus) : . les prairies en friche sont restaurées par débroussaillage en période hivernale et fauche tardive en octobre durant la première phase quinquennale d'exploitation, . une fauche annuelle est ensuite maintenue durant toute la période d'exploitation autorisée par le présent arrêté ; [...] . aménagement d'une mare d'environ 500 m <sup>2</sup> dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté ; [...] .
<b>Constats :</b> Les mares 18 a et 18b n'ont pas été étanchéifiées.
<b>Observations :</b> L'ancienne plateforme a bien été restaurée en prairies et l'information a été communiquées à l'inspection des installations classées le 24/03/22 suite aux constats de la précédente inspection.L' étude réalisée par un écologue préconisait l'imperméabilisation des mares 18a et 18b , l'exploitant a prévu de remblayer les mares avec de l'argile de découverte interne avant la fin de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations [...] est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Suivi annuel d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/12/2016, article 9.4.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport annuel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment:[...]. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 31 mars à IIC.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Les documents suivants ont été transmis à l'inspection des installations classées:- plan d'avancement de l'exploitation du 18/01/23- plan d'actualisation des garanties financières du 09/03/23- le plan des stocks du 15/06/23
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Quantités autorisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2016, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tonnage annuel extrait
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière est de 800 000 tonnes/an
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> La quantité de matériaux extraits en 2022 s'élève à 505 000 tonnes, déclaration GEREP réalisée le 09/03/23.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/12/2016, article 2.4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, A sec
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le carreau de la carrière a pour côte minimale 110 m NGF [...] et 140 m NGF partout ailleurs.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Le carreau de la carrière a pour côte minimale 140.11 m NGF et 139.32 m au niveau du bassin d'eaux d'exhaures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/12/2016, article 2.4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, En gradins
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45 °, le front d'abatage est constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale.
<b>Constats :</b> La hauteur des gradins au palier 6 est supérieure à 15 m (15.65 m).
<b>Observations :</b> Les hauteurs des gradins sont inférieures à 15 m sauf sur le palier 6 et restent inférieures à 16 m, les pentes étant inférieures à 45 °.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Prélèvements/ consommations d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2016, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant : [...]
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> La consommation en eau sur le site est nulle, en 2022: prélèvement 35 418 m3/an et rejet 149 682 m3/an. L'exploitant n'utilise que des eaux de réutilisation, issues des eaux de pluies récupérées et des eaux réutilisées en interne stockées dans le bassin de décantation. Aucun prélèvement d'eau n'a lieu dans le cours d'eau la Bouzanne. L'établissement n'est donc pas soumis à l'AM sécheresse du 30 juin 2023. La réutilisation d'eaux doit être réalisée selon les normes sanitaires et environnementales en vigueur, pour bénéficier de l'exemption d'application de l'AM sécheresse, l'exploitant doit démontrer et attester des volumes recyclés/réutilisés auprès de l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : [...]. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations [...].
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Le PGS comporte tous les éléments requis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/12/2016, article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est transmis au Préfet.
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> transmission du PGS au Préfet le 31/03/22.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2016, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 7 mm/s mesurées suivant les 3 axes de la construction [...].
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> Le tir réalisé le 24/10/22 sur le palier 4 a une vitesse particulière pondérée à 6.57 mm/s (inférieure à 7 mm/s), l'exploitant travaille sur l'abaissement de la charge unitaire pour abaisser ces vitesses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2016, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tirs de mines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La surpression n'est pas supérieure à 125 db (L)
<b>Constats :</b> Aucun écart constaté.
<b>Observations :</b> En 2022, les valeurs les plus hautes atteintes en surpression sont celle du tir réalisé le 23/05/22 avec une mesure à 117 db (L) sur le palier 5 et 118 db (L) au palier 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet